

Le Journal du Dimanche

Groenland : la dernière chance pour l'Europe de sortir de sa naïveté

TRIBUNE. La brutalisation du monde n'est pas une dérive passagère mais un retour à la normale. Face aux États-Unis et à la Chine, l'Europe est sommée de choisir : rester naïve ou devenir une puissance capable de défendre ses intérêts.

Florian Bachelier

18 janvier 2026, mis à jour le 21 janvier 2026

Nous feignons de découvrir la brutalité du monde. Du Venezuela au Groenland, de l'attitude faussement erratique des États-Unis à la stratégie méthodique de la Chine, appuyée par une Russie redevenue puissance de déstabilisation, les rapports de force s'imposent de nouveau. Ce qui se joue n'est pas une succession de crises mais un basculement : le retour assumé des puissances et la fin de l'illusion européenne d'un monde régi par autre chose que le rapport de force.

Depuis trente ans, nous avons bâti un marché. Pas une puissance. Une machine à produire des normes mais pas à défendre nos intérêts. Nous avons cru que le commerce, le droit et parfois la morale suffiraient. Que l'interdépendance abolirait la conflictualité. Que l'Histoire était finie. Elle ne l'était pas. Nous assistons aujourd'hui à la fin de la fin de l'Histoire et, espérons-le, à la fin de l'adolescence stratégique européenne.

L'anomalie européenne

L'exemple du Groenland est révélateur. Le Danemark s'indigne. Mais le Danemark a fait ses choix : acheter américain plutôt qu'européen, dépendre de Washington plutôt que construire une autonomie collective. On ne sous-traite pas sa sécurité pendant des décennies sans recevoir un jour la facture.

Les États-Unis défendent leurs intérêts. La Chine défend les siens. La Russie, par la force, par la dissuasion et par la guerre, défend sa place dans ce nouvel équilibre. L'anomalie n'est pas là. L'anomalie, c'est l'Europe, seule à croire qu'elle peut durablement se maintenir dans le monde sans assumer la puissance.

Ouvrons les yeux. L'Otan ne fonctionne que tant que les États-Unis le veulent. Emmanuel Macron évoquait, à raison, dès 2019, sa « mort cérébrale ». Une dépendance stratégique n'est jamais neutre. Elle se paie toujours à la fin. Face à cela, l'Europe doit choisir. Soit elle demeure

un marché commun expert en normes et en indignations, mais incapable de protéger ses intérêts vitaux. Soit elle accepte enfin de s'armer et de devenir une puissance politique, militaire et industrielle.

Dans ce contexte, la France occupe une place singulière. Elle dispose de l'une des rares armées complètes au monde, d'une industrie de défense souveraine, d'une dissuasion nucléaire crédible, de forces projetables et de territoires stratégiques. Ce n'est pas un héritage symbolique. C'est un levier politique. Plutôt que de commenter chaque décision américaine ou chinoise, plutôt que de psalmodier des principes que nous sommes souvent les seuls à respecter, il faut agir. Assumer nos choix. Assumer notre souveraineté. Et assumer que la défense de nos intérêts nationaux n'est pas incompatible avec nos valeurs – elle en est la condition.

Le moment de vérité

Quand les États-Unis durciront leur position sur le Groenland, les autorités européennes invoqueront le droit, la souveraineté et les principes. Elles auront raison sur le fond. Mais ce choc pourrait bien être le salut d'un continent qui refuse encore de voir le monde tel qu'il est. Et à force de rappeler brutalement à l'Europe ce qu'est la puissance, Donald Trump pourrait, malgré lui, faire plus pour son réveil stratégique que des années de sommets et de communiqués.

L'Europe est à un moment de vérité. Si elle ne grandit pas, elle disparaîtra. Si elle n'assume pas la puissance, elle subira celle des autres. La question n'est pas de savoir si le monde est brutal. Il l'a toujours été. La question est de savoir si nous l'acceptons... et assumons d'y tenir notre rang.